

gements heureux qui accompagnèrent ces événements fournirent au patriotisme chauvin des Français de ce temps-là l'occasion de se réjouir. Cela fait, l'opinion publique cessa de s'intéresser à ce qui se passait là-bas, ou du moins se reprit à envisager l'expédition comme au début, c'est-à-dire avec défiance et chez quelques-uns avec hostilité.

Nous avions conquis le Mexique, nous étions maîtres du pays, et nous y avions établi un gouvernement de notre choix : que pouvions-nous désirer de plus ? Il fallait revenir au plus vite, et, pour employer un terme familier mais juste, faire ce que font les joueurs heureux : passer la main.

Les Chambres se faisaient l'écho de cette opinion ; Napoléon III sentait combien il était difficile d'y résister, et il savait qu'il était non moins difficile d'y donner pleine satisfaction. Toutefois, heureux des meilleures nouvelles reçues du Mexique, ou plutôt heureux du renvoi d'une partie des troupes à la fin de l'année 1864, il se flatta que la situation permettrait de nouveaux retours, et, à l'ouverture de la session législative, le 15 février 1865, il annonça dans son discours la rentrée en France d'une partie de l'armée du Mexique. Les applaudissements qui couvrirent ses paroles lui montrèrent une fois de plus l'impopularité de l'expédition.

Mais le malheur voulut que d'autres voix, des voix d'outre-mer, se fissent entendre aussi, et le souverain, tiraillé entre ces deux échos, sacrifia son désir à la prudence. Le moment n'était point encore venu de retirer à l'empire mexicain l'appui de nos baïonnettes. Napoléon III le constata avec tristesse :

Paris, 1^{er} mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps parce que tout semblait marcher sur des roulettes, et que d'ailleurs le ministre de la Guerre vous transmettait mes ordres. Aujourd'hui les choses me semblent plus sombres, et je vous écris, d'abord pour vous autoriser à garder au Mexique toutes les troupes que vous y avez, et ensuite pour vous recommander de ne pas trop les éparpiller. Ce n'est pas sans appréhension que je vois des détachements se diriger vers la Sonora.

Ne pourrait-on pas former des colonnes purement mexicaines qui rayonneraient à une certaine distance autour d'un centre occupé par nous ?

Je ne crains pas une guerre avec les États-Unis, d'abord parce qu'heureusement ils ne sont pas prêts à faire la paix, et ensuite parce que, le cas échéant, ils n'oseraient pas déclarer la guerre à la fois à la France et à l'Angleterre.

Néanmoins il est bon d'avoir les yeux ouverts de ce côté, et de maintenir toujours sous la main un bon noyau de troupes.

Je suis avec un vif intérêt vos opérations devant Oajaca : Dieu veuille que vous réussissiez sans éprouver trop de pertes !

Nous avons reçu le 1^{er} janvier au matin vos félicitations pour la nouvelle année : c'est un heureux à-propos.

Dites à l'armée combien je suis heureux de sa belle conduite, et recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le maréchal, bien qu'il trouvât l'expression de

« sombres » exagérée, — il revenait d'Oajaca et comptait toujours sur un réveil d'énergie dans l'âme de Maximilien, — le maréchal pensa être agréable à l'Impératrice Charlotte, si désireuse de voir rester au Mexique « les pantalons rouges », en lui communiquant cette lettre. Le même soir, Charlotte la renvoyait au maréchal, avec un billet dans lequel elle exprime la joie qu'elle a éprouvée :

Chapultepec, 29 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous renvoie votre satisfaisante missive avec nos remerciements : elle arrive comme je l'avais prévu. J'avais remué ciel et terre, il y a un mois, pour que nous gardassions le 2^e zouaves; mais, comme votre veto souverain s'est mis en travers de mes efforts, j'ai baissé la tête, et je me suis tue. Maintenant je crains que la plus grande partie n'en soit embarquée; si cependant il en restait quelque chose, vous me donneriez une satisfaction *personnelle* de les retenir. Je crois que ce sont des gens qui en valent dix, et que jamais il n'eût fallu les laisser partir.

Croyez à mes sentiments les plus sincères.

CHARLOTTE.

Le maréchal était de l'avis de l'Impératrice, et il n'eût pas laissé partir cette troupe d'élite, si elle ne lui avait pas été réclamée par le ministre de la Guerre, qui en avait besoin en Algérie, où des symptômes de révolte se manifestaient chez les Arabes, notamment dans la province d'Oran. Au reçu de la lettre de Napoléon III, il expédia des ordres pour arrêter l'embar-

quement des zouaves : les ordres arrivèrent trop tard.

Pendant ce mois de mars la correspondance secrète de l'Empereur des Français et du commandant en chef reprit avec une grande régularité. Il en était ainsi chaque fois que les choses, sans aller mal d'une façon positive, semblaient, suivant l'expression impériale, « plus sombres ». Ces lettres, où le souverain parle à cœur ouvert, permettent de voir quelle marche suivaient ses pensées à mesure que les événements se déroulaient. Le moment approche où, désillusionné sur le caractère de Maximilien, Napoléon III ne tardera pas à désespérer de son œuvre, et où il suffira des nuages amoncelés sur l'Europe et de l'attitude plus nettement hostile des États-Unis pour l'y faire renoncer.

A l'époque où nous sommes, l'espoir du succès final subsiste encore dans son esprit, et, malgré les difficultés que lui suscite l'opposition du pays et de la Chambre, il n'entend pas abandonner sa création.

Paris, le 15 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous ai écrit par le dernier courrier pour vous faire part de mes appréhensions au sujet de l'état du Mexique. Depuis, nous avons appris par New-York que la ville de Oajaca s'était rendue. J'espère que la nouvelle est vraie, et je vous en félicite. Je pense que vous aurez reçu à temps l'ordre de ne pas encore renvoyer en France la brigade qui devait être rapatriée après le siège de Oajaca.

Dans ma dernière lettre j'ai oublié de vous faire une recommandation : c'était, autant que possible, de ne pas occuper les villes qu'on est plus tard obligé d'abandon-

ner, car notre retraite de Tampico et d'Acapulco a fait un très-mauvais effet.

L'état financier du Mexique n'est pas brillant, et doit exciter toute notre sollicitude. Mon intention est de venir en aide au Trésor mexicain, mais dans de certaines limites et à la dernière extrémité. Les lettres que le ministre de la Guerre vous écrit, d'après l'avis du ministre des Finances, vous autorisent à permettre aux payeurs de l'armée de fournir environ deux millions par mois au gouvernement; mais nous voudrions saisir cette occasion pour le forcer à agir avec plus d'énergie et à régulariser toutes nos créances. Je vous envoie les copies des lettres du ministre des Finances au ministre de la Guerre, afin de vous mettre au courant de la question; je vous envoie également une note de New-York qui fait craindre l'arrivée de quelques aventuriers dans la Sonora.

Il est parti dernièrement, avec un brevet d'officier, dans la légion étrangère, un jeune homme qui a été quelque temps dans ma maison: c'est le jeune d'Aure, fils de l'écuyer de Saumur. Je vous le recommande comme homme de cœur et d'intelligence.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Palais des Tuileries, le 31 mars 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous félicite de la prise de Oajaca. J'ai suivi avec plaisir les détails de l'attaque, qui m'a paru avoir été conduite avec une grande habileté. Témoinnez toute ma satisfaction aux officiers et soldats.

Cette lettre vous sera remise M. Gwyn, que vous connaissez; il désire beaucoup réaliser son projet de colonisation de la Sonora. Je crois qu'il pourrait être très

utile à l'Empereur Maximilien, et c'est à lui à décider quel parti il peut être tiré de ses moyens et de son intelligence.

Quant à l'appui qu'il voudrait recevoir de vous, je vous en laisse juge, en vous recommandant toutefois la plus grande prudence, afin de ne pas nous embarquer dans une nouvelle expédition qui pourrait entraîner de grandes dépenses et de grandes difficultés.

Je suis bien aise d'apprendre que vous soyez de retour à Mexico: j'espère que vous contribuerez, par votre influence, à achever les affaires et à pacifier le pays.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Les craintes exprimées au sujet d'une nouvelle expédition dans le Nord étaient partagées par le maréchal Randon, qui, dans son courrier de la même date, ne cachait pas que « ces opérations vers le Nord l'avaient toujours inquiété », car, « il avait horreur des petits paquets », et il reconnaissait que le commandant en chef n'était que trop « en situation d'en faire, pour ne pas être sobre de ceux que l'on pouvait raisonnablement éviter. » « Avoir des garnisons à Mazatlan et à Guaymas sans pouvoir tenir le pays à l'entour, c'est immobiliser inutilement des troupes, s'affaiblir sur des points où nous devrions toujours être forts, et courir le risque de faire comme à Acapulco, d'évacuer en laissant à l'ennemi la facilité d'exercer d'atroces représailles. »

Ce n'était point pour d'inutiles démonstrations dans le Nord-Est que le maréchal Bazaine avait fait occuper Mazatlan et Guaymas, mais bien par suite d'une né-

cessité supérieure, dont la responsabilité incombait tout entière à l'empereur Maximilien. Ces expéditions étaient la conséquence de la levée du blocus, ordonnée par lui en juillet 1864, des ports de l'empire. Du moment que nos vaisseaux ne pouvaient plus empêcher les dissidents d'introduire par mer les armes, les munitions et les secours de toutes sortes qui leur venaient de la Californie, il fallait bien qu'on barrât la route de terre. Il importait aussi qu'on leur enlevât les recettes des douanes. Ce double motif justifiait l'occupation de ces points éloignés.

Le danger n'en était pas moins grand pour l'armée française, éparse « en petits paquets » sur une immense étendue; mais la situation l'exigeait, non moins que la volonté de Maximilien.

Dans sa lettre du 16 avril, Napoléon III revenait sur ce point, qui évidemment lui causait de graves préoccupations.

Mon cher Maréchal,

Je viens de recevoir votre lettre du 17 mars. Je suis fâché que vous n'ayez pas reçu à temps les dépêches que le ministre vous a adressées afin de retenir le 2^e zouaves. Les opérations du Nord m'inquiètent un peu, et on me dit que nos troupes sont bloquées à Mazatlan.

Je vous envoie toute ouverte une lettre pour l'Empereur Maximilien, afin que vous la cachetiez après l'avoir lue, et que vous la lui remettiez ensuite.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le bruit, dont Napoléon se faisait l'écho, que nos

troupes étaient bloquées dans Mazatlan, n'était pas exact; il n'était pas faux non plus. La vérité c'est que les communications n'étaient ni sûres ni continues entre cette ville éloignée et le gouvernement central, et que, suivant leur degré d'audace, les troupes de partisans se rapprochaient plus ou moins des baïonnettes françaises.

La série continuait de ces escarmouches où se plaissaient à la fois le patriotisme de soldats luttant pour l'indépendance de leur patrie et la témérité de bandits trouvant des occasions de piller et de guerroyer contre les corps qui s'opposaient à leurs déprédations. Parfois des pertes sensibles pour nos troupes rendaient ineffaçable le souvenir d'engagements qui n'avaient par eux-mêmes ni importance ni résultats.

C'est dans un de ces combats que le commandant Maréchal, placé à la tête de la région des Terres-Chaudes, avait trouvé la mort. Le commandant de Montarby, quatre officiers de zouaves et d'autres vaillants soldats avaient péri de la même manière. Morts à jamais regrettables, et morts à peu près inutiles.

Les dissidents n'étaient pas plus heureux, et quelques-uns de leurs chefs avaient également succombé, tels que Royas, chef de bande très redouté. Ces succès de nos armes amenèrent quelques soumissions, notamment celles des généraux Solis, Etchegaray, Neri, Romulo del Valle et Garcia; mais il suffisait parfois d'un revers pour en annuler les minces bénéfices. La plupart, en effet, se soumettaient devant la force, prêts à reprendre la lutte dès que les circonstances paraîtraient favorables.

Les morts seuls ne revenaient pas: aussi les cours

martiales se montraient-elles impitoyables lorsqu'un chef ennemi tombé entre les mains de nos soldats leur était déferé.

Le colonel de Potier s'était particulièrement donné la mission de poursuivre et de traquer les bandits qui infestaient le pays. Il avait récemment joué à quelques-uns d'entre eux un tour de sa façon qui avait paru le mieux organisé et le plus plaisant du monde.

Presque quotidiennement le courrier qui faisait le service entre Mexico et Queretaro était attaqué et dévalisé : aussi les voyageurs ne le prenaient qu'en tremblant, et lorsque des obligations impérieuses les y forçaient. Résignés à leur sort, ils subissaient généralement la loi du plus fort, et se laissaient rançonner, dans la crainte d'être assassinés s'ils essayaient une résistance quelconque.

Le colonel de Potier se jura de mettre un terme à ce scandale, et de rendre la sécurité aux voyageurs. Ne pouvant faire accompagner le courrier par une troupe armée, dont la présence aurait fait fuir les bandits momentanément, il usa de stratagème. Il choisit quelques zouaves aussi hardis que braves ; il les affubla d'oripeaux divers, de façon qu'on les prit pour de vrais voyageurs ; puis, au moment du départ, il leur fit occuper toutes les places de la voiture.

Le courrier se mit en route : les brigands, non prévenus, se présentèrent, à l'endroit habituel, pour lever leur petit impôt ; mais, cette fois, il fallut déchanter. Les voyageurs supposés sautent par la portière, tirent de dessous leurs vêtements des revolvers et des sabres-baïonnettes, et tuent à bout portant ceux qui n'ont pas eu le temps de s'enfuir. La leçon porta ses

fruits, et le courrier fit dorénavant son service sans accident fâcheux.

Au colonel de Potier revient également la gloire d'une capture importante, celle de Romero, le plus redoutable de ces chefs qui, moitié patriotes et moitié bandits, faisaient aux Français comme aux Mexicains une guerre acharnée, volant, pillant ou tuant ceux qui leur tombaient sous la main. Déférés à la cour martiale, Romero et quatre de ses compagnons furent condamnés à mort et fusillés.

On vit à cette occasion combien peu le gouvernement de Maximilien avait su inspirer la confiance et imposer le respect. Quelques petits journaux satiriques, dont on tolérait la publication à Mexico, s'emparèrent de cet incident, et en firent une machine de guerre contre l'autorité.

El Buscapie (Le Coup de pied) publia, deux jours après l'exécution, un article intitulé *La Fusillade de Romero*, où les faits étaient travestis avec une ironie sarcastique.

La Cuchara (La Cuillère), le lendemain, dans un article intitulé *El Señor don Nicolas Romero*, bafouait la justice rendue au nom de l'Empereur.

D'autres feuilles, *La Sombra (L'Ombre)*, *La Orquesta (L'Orchestre)*, *Los Esperuelos del Diablo (Les Lunettes du Diable)* emboîtèrent le pas, et se mirent à faire chorus.

Le général Bazaine, dont la mission n'était point pour l'instant d'établir la liberté de la Presse au Mexique, et qui ne pouvait tolérer les insultes et les railleries adressées ainsi publiquement au gouvernement établi par l'appui de la France, usa des pouvoirs que

lui conférait l'arrêté non rapporté concernant l'état de guerre : il fit saisir et enfermer à la *Accordada* les journalistes délinquants, et informa Maximilien des délits commis, en même temps que des mesures qui en avaient été la suite.

L'Empereur, ou plutôt son entourage immédiat, qui se serait peut-être plaint de n'être pas suffisamment protégé par le commandant en chef si celui-ci n'avait pas agi, parut mécontent de cet acte d'énergie. M. Éloin se rendit aussitôt près du maréchal, et lui demanda des détails sur les faits reprochés aux journalistes, des explications sur les mesures prises. Le maréchal, fort de son droit, ne céda pas, et le chef du cabinet dut s'incliner devant une volonté formelle.

Cette attitude était rien moins que logique. De deux choses l'une : si l'Empereur entendait laisser librement discuter et même travestir les actes de son gouvernement, pourquoi insistait-il sans cesse pour qu'on poursuivît les dissidents ? pourquoi maintenait-il des cours martiales ? Si, au contraire, il voulait se faire respecter, pourquoi blâmait-il d'une façon indirecte, peu courageuse et même peu loyale, la conduite énergique du commandant en chef ?

Mais ce fut bien pis après la condamnation. Les journalistes frappés de peines variant entre un mois et un an de prison, 16 et 2,000 francs d'amende, n'attendirent pas huit jours leur grâce. Maximilien saisit le prétexte de l'anniversaire de son accession au trône pour détruire d'un trait de plume tout l'effet moral de l'acte énergique du maréchal. Il agit là comme il avait agi en levant le blocus des ports, en

libérant les prisonniers d'Oajaca. Il semblait qu'il craignît d'être privé d'adversaires.

Ce n'est pas tout encore. Le maréchal, partageant les sentiments de l'armée entière, avait vu du plus mauvais œil les grâces ainsi prodiguées ; le respect lui avait fermé la bouche, le droit de grâce étant un de ces droits régaliens qui échappent à tout contrôle. Mais son étonnement égala son indignation lorsqu'il apprit que l'un des graciés, le rédacteur de *La Orquesta*, créature du ministre de l'Intérieur, Cortes Esparza, et secrétaire de l'Ayuntamiento de Mexico, n'avait point été révoqué ; bien plus, qu'aussitôt sorti de prison, il avait été prié par le ministre de reprendre ses fonctions ! Cette fois, le maréchal jugea qu'un plus long silence serait une faiblesse, et il se plaignit vivement à l'Empereur d'une mesure blessante pour lui :

... J'avoue, Sire, que je trouve dans ce procédé du ministre un acte de haute inconvenance, qu'il est de mon devoir comme de mon droit de signaler à Votre Majesté.

J'y trouve la mesure d'un esprit d'hostilité que certains actes récents pourraient dénoter encore, et je crois pouvoir affirmer à l'Empereur que l'Ayuntamiento ne s'est pas associé à cet acte du ministre, et que ce corps municipal n'en accepte point la solidarité.

Je me borne à signaler ces faits à la haute appréciation de Votre Majesté, en l'assurant de nouveau que, *sentinelles vigilantes et dévouées, j'éclairerai loyalement l'Empereur en appelant son attention sur les hommes qui l'entourent, qui sont admis dans ses conseils, mais dont l'influence ou l'action peut être hostile au gouvernement et au principe d'autorité qu'il représente.*

Cette dernière réflexion était fort juste, et l'Empereur, s'il avait ouvert les yeux, aurait pu s'en rendre compte, trop aisément par malheur. Les incidents fâcheux se multipliaient, et les personnes investies de la confiance du Souverain restaient ou inactives ou aveugles.

Et cependant chaque jour la presse se plaisait à semer l'inquiétude, à propager les doutes sur la durée et sur la solidité de l'Empire; on n'épargnait pas ses défenseurs. C'est ainsi que des calomnies abominables répandues contre les mœurs des soldats autrichiens trouvèrent un instant créance, et contribuèrent à amener des désordres sanglants à Puebla.

La bonne humeur, l'entrain du soldat français, joints à sa réputation bien établie de bravoure, avaient presque partout produit le meilleur effet sur les populations au milieu desquelles il vivait. Prompt à s'accoutumer aux habitudes des indigènes, facile dans les relations quotidiennes, il plaisait généralement, et les villes qui possédaient depuis quelque temps des garnisons françaises ne demandaient qu'à les conserver. Ainsi, à Puebla, on aimait nos soldats et leur chef, le général Brincourt. Énergique mais juste, sévère mais conciliant, ce chef avait admirablement réussi. Aussi les habitants furent-ils très désappointés lorsqu'ils apprirent la décision de l'Empereur ordonnant le remplacement des Français par les volontaires autrichiens.

A cette nouvelle, dans la soirée du 17 mars, des rassemblements se forment aux cris de : « Mort aux Autrichiens ! » Ceux-ci envoient des patrouilles par la ville : on les insulte, on leur lance des pierres. Ils

veulent disperser leurs agresseurs : ils ripostent, et font feu, heureusement sans atteindre personne.

Le lendemain, l'effervescence s'accroît : les scènes de désordre recommencent avec plus de gravité. Une patrouille, sous les ordres du major Polak, rencontre un cavalier mexicain ; elle cherche à l'arrêter : le cavalier s'enfuit. On lui tire dessus sans le toucher. Alors des coups de feu, partis des maisons voisines, répondent aux coups de feu ; une troupe armée attaque l'hôtel-de-ville, où des Autrichiens se sont réfugiés et barricadés. Ça et là, par la ville, des collisions sanglantes mettent aux prises les volontaires étrangers et les Mexicains. Ce n'est qu'à grand-peine que le général de Thun parvient enfin à dompter ces résistances. Les principaux meneurs sont arrêtés et traduits devant une cour martiale. La sentence fut impitoyable, et immédiatement exécutée. Cette sévérité mit fin à la révolte, et le colonel Jeanningros put, avec nos dernières compagnies, quitter Puebla.

C'étaient là assurément de fâcheux débuts pour les troupes autrichiennes : le souvenir ne devait malheureusement pas s'en effacer de sitôt.